Legislations et réglementations autour des lignes THT et des CEM

1. Les servitudes de passage d'une ligne à très haute tension

Les servitudes d'utilité publique sont, comme leur nom l'indique, instituées dans un but d'utilité publique (par exemple servitude de passage d'une ligne électrique). Elles se distinguent donc juridiquement des servitudes d'urbanisme. Elles sont visées par l'article L.126-1 du code de l'urbanisme et c'est un décret en Conseil d'Etat qui fixe la liste de ces servitudes. Attention, il s'agit de limitation administrative d'utilisation du sol et du droit de propriété, et non d'une expropriation (c'est pourquoi les dispositions du code de l'expropriation ne s'appliquent pas). Une servitude d'utilité publique pose donc simplement une limite au droit de propriété, mais comme le propriétaire subit un dommage du fait de son établissement, celle-ci donne lieu à une indemnisation¹.

2. Le cadre juridique français des lignes THT et les normes en matière d'exposition aux CEM

Arrêté technique du 17 mai 2001

Les dispositions de l'arrêté technique du 17 mai 2001 s'appliquent aux distributions d'énergie électriques au sens de la loi du 15 juin 1906, dont les lignes à très haute tension. L'article 12 bis, « Limitation de l'exposition des tiers aux champs électromagnétiques » énonce que, « pour les réseaux électriques en courant alternatif, la position des ouvrages par rapport aux lieux normalement accessibles aux tiers doit être telle que le champ électrique résultant en ces lieux n'excède pas 5 kV/m et que le champ magnétique associé n'excède pas 100 micro T dans les conditions de fonctionnement en régime de service permanent ».

Décret du 19 août 2004

Hormis cette disposition, il n'existe pas de définition juridique des couloirs de ligne. Cependant le décret n°2004-835 du 19 août 2004 relatif aux servitudes d'utilité publique prévues par l'article 12 bis de la loi du 15 juin 1906 a institué un dispositif d'encadrement des constructions au voisinage des lignes à HT ou THT qui complète la loi de 1906. Cette disposition permet (donc ce n'est pas une obligation) au préfet de département d'instituer, au voisinage de lignes électriques aériennes à très haute tension, des servitudes administratives limitant ou interdisant certaines constructions, installations ou utilisations du sol. Si le préfet institue ce type de servitudes, « la construction ou l'aménagement de bâtiments d'habitation, d'aires d'accueil des gens du voyage et d'une liste limitative d'établissements recevant du public (structures d'accueil pour personnes âgées, hôtels, établissements scolaires, sanitaires, pénitentiaires ou de plein air) deviennent automatiquement interdits, dans un périmètre laissé à l'appréciation du préfet mais dont la surface maximale est fixée pour les lignes à 400 000 volts à 15 m de part et d'autre du pylône et le rayon maximal du cercle autour des pylônes à 40 m ».

¹ Nous reviendrons sur cette indemnisation au cours de cette fiche mais dans la partie intitulée « droit des riverains ».

De plus, le préfet peut décider que seront interdites ou bien assujetties à des prescriptions particulières, les établissements recevant du public autres que ceux énoncés ci-dessus et certains types d'Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE). Les propriétaires concernés conservent toujours la possibilité de réaliser des travaux d'adaptation, de réfection ou d'extension des constructions existantes, dès lors que la capacité d'accueil d'habitants ne s'en trouve pas significativement accrue ». Cependant ce type de servitudes vise simplement à permettre l'entretien des lignes électriques et des pylônes, et non, comme nous aurions pu le penser, à protéger la population des risques que posent l'exposition aux champs électromagnétiques.

La question de l'opposabilité de l'arrêté du préfet

Ainsi, si le préfet de département a décidé d'instaurer ce type de servitude, RTE se doit de respecter les périmètres de sécurité établis et l'arrêté lui sera opposable. Cependant, il pourrait arriver qu'une telle servitude ait été instituée, mais que des ouvrages électriques entrant dans le champ d'application de ce décret soient tout de même réalisés. Dans ce cas, normalement, le déplacement de la ligne est à la charge de l'exploitant. Mais il appartient au préfet de veiller à la bonne application des dispositions qu'il met en place dans son département et c'est à lui que revient la charge de délivrer les permis de construire pour l'implantation des pylônes. Le risque que l'implantation de la ligne soit autorisée dans le couloir de protection semble donc minime si une servitude d'utilité publique a été instaurée par le préfet.

La question de l'application du décret sur le territoire national

Mais il semble que ce décret ne soit pas appliqué sur l'ensemble du territoire national. C'est en tout cas ce que déplorait le député socialiste du Val-d'Oise Jean Pierre Blazy dans une question au ministre de l'économie publiée au JO le 11 juillet 2006. Celui ci souhaitait savoir « ce qu'il en était de l'application actuelle de ce décret », connaître les départements qui le faisaient respecter et demandait de veiller à une application plus stricte de ses dispositions. Dans une réponse publiée au JO le 05 septembre 2006, le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie a rappelé que l'institution de ce type de servitude ne constituait pas une obligation, mais une simple faculté et qu'il appartenait « à chaque préfet de recourir à ce dispositif de manière circonstanciée et d'évaluer au cas par cas la pertinence de l'institution de telles servitudes dans son département en concertation avec les acteurs concernés ». Il précisait également que le dispositif ne semblait pas encore avoir été mis en oeuvre par les préfets.

3. Normes européennes en la matière

Lorsque l'on s'intéresse aux dispositions européennes en matière d'exposition aux champs électromagnétiques, l'on s'aperçoit que de nombreuses mesures, avis ou recommandations existent. Cependant, ceux-ci n'ont pas tous une valeur contraignante et ne visent, le plus souvent, que certaines catégories de populations, notamment les travailleurs.

Le Parlement européen, dans une Résolution (qui n'a pas de valeur contraignante) du 5 mai 1994 sur la lutte contre les nuisances provoquées par les rayonnements non ionisants, invitait la Commission à proposer des mesures normatives visant à **limiter l'exposition des travailleurs et du**

public aux rayonnements électromagnétiques non ionisants.

Les mesures visant à protéger les travailleurs de l'exposition aux rayonnements non ionisants

A l'époque il existait déjà, en matière de champs électromagnétiques, des prescriptions minimales de sécurité et de santé des travailleurs relatives au travail sur des équipements à écran de visualisation (JO L 156 du 21.06.1990, p.14). Des mesures communautaires avaient également été introduites pour promouvoir l'amélioration de la sécurité et de la santé au travail des travailleuses enceintes, récemment accouchées ou allaitant leur enfant et qui obligeaient les employeurs à évaluer les activités comportant un risque spécifique d'exposition aux rayonnements non ionisants (JO L 348 du 28.11.1992).

Parallèlement, une première directive², la Directive 89/391/CEE du Conseil, du 12 juin 1989, concernant la mise en oeuvre de mesures visant à promouvoir l'amélioration de la sécurité et de la santé des travailleurs au travail été adoptée au niveau européen. Il s'agissait d'une directive cadre qui devait ensuite être segmentée en plusieurs directives. Concernant l'exposition des travailleurs à certains agents actifs, la Commission a présenté une première proposition de directive particulière visant à protéger les travailleurs contre quatre types d'agents physiques: les vibrations mécaniques, le bruit, les ondes et champs électromagnétiques et les rayonnements optiques. Mais face à la difficulté à adopter une directive commune à l'ensemble de ces agents, la Commission a décidé de scinder ces différents agents en plusieurs directives³.

C'est ainsi que le 30 avril 2004, la Directive du Parlement européen et du Conseil portant sur les expositions professionnelles aux champs électriques, magnétiques, et électromagnétiques a été adoptée à l'unanimité. Cette directive 2004/40/CE concerne « les prescriptions minimales de sécurité et de santé relatives à l'exposition des travailleurs aux risques dus aux agents physiques (champs électromagnétiques) et vient compléter la directive 89/391/CEE. Elle entre en vigueur le 30 avril 2004 et devra être transposée par les états membres, au plus tard, le 30 avril 2008. Cependant, l'union réfléchi à prolonger ce délais de transposition jusqu'au 30 avril 2012 car il semble que les Etats membres aient des difficultés à la transposer dans leur ordre juridique interne, les mesures de limitation qu'elle prévoit feraient obstacle de façon disproportionnée à l'utilisation et au développement de la technologie des IRM.

Dans cette directive, le Conseil et la Commission se sont fixés comme objectif d' « améliorer la protection des travailleurs contre les risques dus à une exposition aux champs électromagnétiques grâce à la fixation de prescriptions minimales de protection de la santé et de la sécurité »⁴. Plus précisément, elle « vise à introduire des mesures protégeant les travailleurs des risques liés aux champs électromagnétiques en raison de leurs incidences sur la santé et la sécurité »⁵.

Cependant, elle se **limite aux risques scientifiquement vérifiés** et ne **traite pas des effets à long terme**, y compris les effets cancérigènes susceptibles d'apparaître en raison d'une exposition prolongée aux CEM. « La directive ne prévoit donc pas, à ce stade, de valeurs contraignantes

² Une directive a force obligatoire dans tous les pays de l'Union, mais il est laissé au pays membres le soin de la transposer dans l'ordre juridique interne, contrairement au règlement qui s'applique tel quel dans les pays membres.

³ Fiche de procédure, Commission et Conseil, COD/1992/0449C, *Sécurité et santé au travail: exposition des travailleurs aux champs et ondes électromagnétiques*, 2004, p.2.

[http://www.europarl.europa.eu/oeil/FindByProcnum.do?lang=fr&procnum=COD/1992/0449C.\(07/05/08\)](http://www.europarl.europa.eu/oeil/FindByProcnum.do?lang=fr&procnum=COD/1992/0449C.(07/05/08)).

⁴*Ibid.*, p.2.

⁵ *Ibid.*, p.2.

d'expositions pour les champs magnétiques statiques pour lesquels des évaluations ultérieures sont attendues »⁶. Les dispositions de cette directive n'ont donc pour objectif que de protéger « chaque travailleurs pris isolément » et « fixent un socle minimum de protection pour l'ensemble des travailleurs de la Communauté », l'Union laissant au état membre la possibilité d'adopter des mesures plus contraignantes.

Elle prévoit deux types de valeurs d'exposition. D'une part, des valeurs d'exposition contraignantes (qui sont définies au tableau 1 de l'annexe de la directive) et d'autre part, des valeurs d'exposition « déclenchant l'action » c'est-à-dire des valeurs au-delà desquelles l'employeur se doit de prendre des mesures pour protéger ses salariés (mesures figurant à l'annexe 2 de la directive).

Malheureusement, « ces mesures, conformes à celles déjà prévues par la directive cadre, ne prévoient **pas de mesures de préventions spécifiques, ni de diagnostic systématique de la santé des travailleurs exposés** » et ne **concerne que la protection des travailleurs en milieu professionnel**. Pour autant, elle a au moins le mérite de prévoir des sanctions en cas de violation des dispositions et de confirmer le principe introduit par la directive cadre selon lequel une évaluation des risques d'exposition doit être réalisée.

Les mesures visant à protéger le public de l'exposition aux champs électromagnétiques

En ce qui concerne l'exposition du public aux effets liés à l'exposition aux champs électromagnétiques, peu de mesures existent. En effet, on ne dénombre qu'une seule disposition. Il s'agit de la recommandation 1999/519/CE du Conseil du 12 juillet 1999 relative à l'exposition du public aux champs électro-magnétiques (de 0 Hz à 300 GHz).

Puisque de nombreuses dispositions visant à protéger les travailleurs avaient, à l'époque, déjà été adoptées, le Conseil décida de ne traiter dans cette recommandation que de l'exposition du public. Celle-ci est relative à **tous les rayonnements émis par des champs électromagnétiques**, à l'exception des rayonnements optiques et ionisants et vise à fournir « **un niveau élevé de protection** ».

Cependant, elle ne concerne que la protection du public « contre les **effets nocifs avérés** pour la santé qui peuvent survenir à la suite d'une exposition à des champs électromagnétiques » et n'a **pas de valeur contraignante**. Le Conseil recommande, en effet, une protection mais ne vient pas poser d'obligation en la matière⁷. Selon lui, « il est impératif de protéger le public de la Communauté », « des mesures concernant les champs électromagnétiques devraient offrir à tous les citoyens de la Communauté un niveau élevé de protection » et « les dispositions prises par les États membres dans ce domaine devraient se fonder sur un cadre convenu d'un commun accord de manière à contribuer à garantir la cohérence de la protection dans l'ensemble de la Communauté ».

En fait, cette recommandation semble bien peu ambitieuse. D'une part, les mesures de protection doivent, selon le Conseil, « être **mise en balance avec les avantages** en matière de santé, de sûreté et de sécurité qu'apportent les dispositifs émettant des champs électromagnétiques en termes de qualité de vie dans les domaines tels que les télécommunications, l'énergie et la sécurité publique ». Cela signifie que même si l'exposition aux CEM est susceptible d'entraîner des effets

⁶ *Ibid.*, p.2.

⁷ Ce qui est logique puisqu'une recommandation, comme son nom l'indique, vise à recommander et non à poser des obligations.

nocifs sur la santé, les **avantages apportés** par les technologies émettrices de CEM **pourraient prévaloir par rapport à la protection du public**. D'autre part, « **seuls les effets avérés ont été retenus** pour fonder la limitation d'exposition recommandée », même si le Conseil prévoit que le cadre de protection communautaire devra être mis à jour et réévalué à la lumière des nouvelles connaissances et des nouveaux développements en matière de technologie.

En définitive, le Conseil invite les États membres à prendre des mesures en la matière et propose, en annexe, des niveaux de référence. Il pose « des principes généraux et des méthodes de protection du public » mais laisse le soin aux États de prévoir des règles contraignantes. Il précise que ceux-ci demeurent libres d'adopter des mesures prévoyant un niveau de protection supérieur. Il demande aux États de présenter un rapport sur les dispositions contraignantes, ou non, et sur la manière dont a été pris en compte cette recommandation. Le Conseil enjoint également les États à promouvoir l'information du public en la matière et à veiller à la communication et la bonne compréhension par le public des risques liés aux CEM. Enfin, il incite les États à « prendre note de l'évolution des connaissances scientifiques et de la technologie en matière de protection contre les rayonnements non ionisants » et à « tenir compte de l'élément de précaution ». Pour connaître précisément les recommandations faites par le Conseil aux États membres et les demandes faites à la Commission, il est préférable de se référer directement au texte, ainsi qu'à ses annexes, joints au dossier, puisque les énumérer reviendrait à recopier le document dans son intégralité.

4. La procédure légale d'un projet de ligne à THT

Depuis la Loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité, le législateur impose une procédure particulière notamment pour les projets de ligne à THT. Dans un premier temps, le maître d'ouvrage doit procéder à la justification technico-économique du projet. Puis, si ce dossier est validé, il sert de base à la concertation. Cette concertation se déroule en deux temps, le débat public, puis la concertation préalable. Si ces deux procédures sont menées à leur terme, alors, le maître d'ouvrage, en France RTE, peut procéder au lancement de la procédure de déclaration d'utilité publique.

□ la justification technico-économique

- le dossier de justification technico-économique doit obligatoirement contenir une étude d'impact.

Depuis le décret du 21 septembre 1977 (article 3 et 4), l'étude d'impact fait obligatoirement partie du dossier de justification technico-économique. Il est réalisé par le maître d'ouvrage, ici RTE, qui la commande à un bureau d'étude indépendant. Elle établit un inventaire des incidences prévisibles sur l'environnement du projet de ligne à THT.

Elle présente:

- « une analyse de l'état initial du site et de son environnement »
- « une analyse des effets directs ou indirects, temporaires et permanents, de l'installation sur l'environnement et sur la santé »
- « l'analyse de l'origine, de la nature et de la gravité des inconvénients susceptibles de résulter de l'exploitation de l'installation »

- « les raisons » justifiant le choix de cette solution parmi les solutions envisagées
- « les mesures envisagées pour supprimer, limiter et compenser » les préjudices ou effets du projet

□ le dossier de justification technico-économique, est soumis à:

- la DIDEME pour les projet de 225000 et 400000 volts
- la DIREN pour les projets de 63000 et 90000 volts, mais également pour tous les projets de postes.

Si le dossier est recevable

□ le maître d'ouvrage établit un dossier de présentation qui:

- résume la justification technico-économique du projet
- propose une aire d'étude

Si ce dossier est recevable, il sert de support à la concertation, qui peut être lancée.

□ la concertation

□ En matière de concertation, les textes applicables sont les suivants:

- la loi du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité
- le protocole du 25 août 1992 entre l'Etat et EDF, désormais RTE, pose le principe de la concertation sur les projets d'ouvrages électriques
- les accords réseaux électriques et environnement de 1997 et 2001 reconduisent le principe posé par ce protocole
- le contrat de service public signé le 24 octobre 2005 réaffirme également ce principe, nous attendons la publication du contrat de service public entre l'Etat et RTE pour la période 2008-2010
- la circulaire du 9 septembre 2002 relative au développement des réseaux publics de transport et de distribution d'électricité.
- la concertation préalable est prévue par l'article L.300-2 du Code de l'urbanisme

□ La procédure de concertation se déroule en deux temps:

- le débat public:
 - institué par le législateur: L.121-1 et suivants du Code de l'Environnement;
 - il permet au public d'être associé à l'élaboration d'un projet présentant de forts enjeux socio-économique ou ayant un impact significatif sur l'environnement => permet au public de se prononcer sur l'utilité et l'opportunité du projet;
 - la CNDP (Commission nationale du débat public) est «l'instance garante de la participation du public au processus d'élaboration des projets d'ouvrages électriques; elle est saisie par le maître d'ouvrage afin d'organiser le débat public
 - la saisine de la CNDP obligatoire pour les projets de ligne 400000volts et supérieur à 10km;

- si la CNDP donne une suite favorable à cette saisine, elle confie l'organisation du débat public au maître ouvrage ou à une CPDP.
 - D'une manière générale, le débat public s'organise autour de réunions entre les acteurs locaux concernés par le projet. Et c'est le dossier du maître d'ouvrage qui sert de base et qui est mis en débat. Ce dossier reprend les éléments de justification technique, économique et environnementale du projet; il expose les différentes solutions étudiées et envisagées par RTE et les raisons l'ayant conduit à privilégier l'une des solutions; il propose une aire d'étude afin de déterminer le périmètre géographique de la concertation; il apporte certaines précisions sur le fonctionnement du système électrique et il reprend l'étude d'impact, qui est une analyse scientifique qui envisage les conséquences d'un projet sur l'environnement.
 - A la fin du débat public, le CNDP publie le bilan et le compte rendu et le met à la disposition du commissaire enquêteur
 - à la suite de cette publication le maître d'ouvrage décide de la poursuite ou non du projet, et en cas de poursuite, il prend une décision sur le principe et les conditions de poursuite du projet, et ce par un acte publié dans la presse. Dans ce cas, on passe à la seconde étape qui est celle de la concertation préalable dans les communes concernées par l'aire d'étude
- la concertation préalable:
 - Il s'agit de réunions entre les services de l'Etat, les élus, le monde agricole, les associations, les acteurs économiques et le maître d'ouvrage. Le plus souvent, elle se déroule en deux phases sous l'égide du préfet et donne lieu à deux série de réunions
 - 1ère phase:
 - présentation du projet;
 - délimitation de l'air d'étude (qui doit être suffisamment large)
 - 2ème phase:
 - recensement des différentes contraintes à l'intérieur de cette aire;
 - présentation des différentes solutions envisageables, pour aboutir au choix d'une solution partagée, dans laquelle sera déterminé le fuseau, pour les lignes, et l'emplacement, pour les postes, de moindre impact

Puis, une fois le débat public et la concertation préalable effectué, le maître d'ouvrage peut lancer la procédure de DUP.

□ la procédure de déclaration d'utilité publique et l'enquête publique

- Dans quel cas une demande de DUP est-elle nécessaire?

La DUP affirme le caractère d'intérêt général d'un projet, en vue de mettre en oeuvre les procédures de mise en servitudes légales ou d'expropriation. Notons que l'installation de ligne THT nécessite simplement une mise en servitude, et non une expropriation, qui est par contre nécessaire pour les postes. Cependant, la mise en oeuvre de ces procédures n'intervient que dans le cas où les propriétaires des terrains n'autorisent pas, à l'issue d'une

procédure amiable, l'implantation de l'ouvrage (pylônes ou postes de transformation) sur leur propriété. A l'inverse, si l'ensemble des propriétaires accepte l'implantation, la demande de DUP n'a pas lieu d'être. Mais en pratique, cette dernière éventualité est très rare, les habitants étant la plupart du temps réticents à voir s'implanter sur leur terrain des ouvrages électriques.

- RTE adresse sa demande:
 - au ministre chargé de l'électricité pour les lignes 225000 volts et 400000 volts, qui transmet le dossier au préfet, pour instruction.
 - au préfet pour les postes de transformation et pour les lignes à 63000 et 400000 volts. Si plusieurs départements sont concernés RTE doit envoyer sa demande au préfet coordinateur.

- la demande de DUP doit comporter:
 - une consultation des maires ou des collectivités locales concernées ou des services de l'Etat
 - une enquête publique:
 - l'enquête publique est **obligatoire** pour tout projet supérieure à 63000 volts, qu'une DUP soit ou non nécessaire. Elle est menée par un commissaire enquêteur ou une commission d'enquête désignée par le président du TA, elle dure au **minimum 1 mois** et elle permet de tenir le public informé et de recueillir ses informations.
 - puis le commissaire enquêteur rédige un rapport qui relate le déroulement de l'enquête publique. Il dresse un avis personnel et motivé sur le projet, puis il adresse le dossier de l'enquête au préfet, qui le transmet à RTE afin que la filiale d'EDF réponde aux observations du public et du commissaire enquêteur.

- la DUP est prise:
 - lorsque l'avis du commissaire enquêteur est favorable: soit par arrêté préfectoral en règle générale, soit par arrêté ministériel ou interministériel lorsque le projet concerne plusieurs départements
 - si l'avis du commissaire enquêteur est défavorable ou si le projet est d'envergure nationale (ce qui n'est pas le cas ici): par décret en Conseil d'Etat

- la DUP doit être publiée:
 - dans le bulletin officiel de la préfecture et affiché dans la mairie des communes concernées, lorsque l'arrêté est préfectoral
 - au JO de la République française lorsque l'arrêté a été pris par un ministre ou en Conseil d'Etat

Si l'ensemble de cette procédure est régulière, alors on passe à l'étape du projet de détail

- Le projet de détail
 - RTE détaille le projet de manière précise
 - il élabore le projet de l'ouvrage en lien avec les services administratifs et les communes concernées, ainsi que les chambres d'agriculture.
 - il dialogue ensuite avec les exploitants agricoles ou les propriétaires dans le but

de tenter de dégager un consensus sur le tracé exact de la ligne et l'implantation des postes.

- Un **double contrôle** s'exerce ensuite sur la réalisation des infrastructures, et ce sous l'égide du préfet. Les services de l'Etat ainsi que les maires sont, à ce stade de la procédure, à nouveau consultés:

- l'instruction de l'approbation du projet d'exécution est menée par la DRIRE, afin de s'assurer du respect des règles fixées par l'arrêté interministériel du 17 mai 2001 « fixant les conditions techniques d'établissement des réseaux électriques », comme par exemple les normes de sécurité;

=> Si l'instruction de la DRIRE ne fait pas apparaître d'irrégularités, alors, le préfet approuve, par arrêté, le projet d'exécution.

- puis, l'instruction de la demande de permis de construire est effectuée par la DDE pour vérifier la compatibilité du projet avec certaines règles d'urbanisme.

=> le permis de construire est alors signé par un responsable de la DDE, par délégation du préfet.

- La procédure de mise en servitudes et d'expropriation

- le dialogue se poursuit avec les exploitants et propriétaires, afin de fixer exactement la localisation des ouvrages

- c'est seulement lorsque le tracé exact de la ligne est connu que RTE propose aux propriétaires la **signature d'une convention assortie d'une indemnité**, réparant le préjudice causé par la présence de l'ouvrage;
- mais en **cas de désaccord** du ou des propriétaires, le préfet engage la procédures de **mise en servitudes légales**. Si aucun accord n'est trouvé, quant au montant de l'indemnité proposé, c'est le juge de l'expropriation qui la fixe. Mais attention, les règles relatives à l'expropriation, notamment l'article L.11-5 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, ne s'appliquent pas, puisque, dans le cadre des lignes, aucune expropriation n'est nécessaire. Par contre, la construction des postes, elle, nécessite un transfert de propriété au profit de RTE, et donc une expropriation des propriétaires du terrain.

- l'indemnisation des servitudes

- Comme il n'y a pas de transfert de propriété, mais une gêne, cela entraîne une simple **indemnisation**
- Deux catégories de dommages sont susceptibles d'être réparés:
 - les **dommages permanents** : ils résultent de la présence de la ligne sur la propriété
 - les dommages instantanés: ce sont, par exemple, les dégâts qui ont pu intervenir lors du chantier
- Lorsqu'une ligne passe sur un terrain agricole, les dommages sont indemnisés suivant un **barème spécifique**

- l'indemnisation des riverains propriétaires d'habitations
 - la recherche d'accords amiables est privilégiée, lorsqu'un propriétaire estime subir « **un préjudice anormal et spécial**, du fait notamment de la gêne visuelle causée par un ouvrage électrique nouveau », il est susceptible de recevoir une indemnisation
 - lorsqu'aucun accord amiable n'est trouvé, il peut en demander réparation auprès de la juridiction compétente
 - RTE propose également de limiter la gêne par des plantations arbustives ou autres
 - EDF, et maintenant RTE, s'engage depuis 1998 à indemniser le préjudice visuel aux propriétaires dont les maisons ont été construites ou achetées **avant l'enquête publique préalable ou la DUP**. Une commission départementale d'évaluation amiable du préjudice visuel, créée par arrêté préfectoral, est chargée d'apprécier le préjudice et le montant correspondant, puis elle transmet son avis à RTE qui soumettra au propriétaire concerné une proposition d'indemnisation
 - Si aucun accord amiable n'est trouvé, le propriétaire peut saisir le juge administratif, afin qu'il tranche le litige

- le transfert de propriété pour les postes
 - la voie amiable est recherchée en priorité comme précédemment
 - RTE établit ses propositions en fonction des estimations réalisées par le service des domaines de l'administration fiscale
 - à défaut d'accord amiable, la procédure d'expropriation est engagée.
 - la procédure d'expropriation se déroule de la manière suivante:
 - une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique
 - une enquête parcellaire de 15 jours est réalisée, sous le contrôle du préfet, soit en même temps, soit après l'enquête préalable à la DUP
 - le préfet déclare ensuite, par arrêté de cessibilité, les parcelles cessibles à exproprier
 - enfin, le juge prononce par ordonnance le transfert de propriété au profit de RTE et fixe le montant de l'indemnité. Dès que cette ordonnance a été prise, le propriétaire n'est plus propriétaire, cependant, il conserve la jouissance de son bien jusqu'au versement des indemnités
 - l'ordonnance d'expropriation est susceptible d'être contestée devant le CE. Mais attention la requête doit être déposée dans **un délai de quinze jours** à compter de sa notification au propriétaire exproprié, et ce à la seule condition de disposer d'un motif précis de droit comme l'excès de pouvoir, l'incompétence de l'auteur de l'acte, vice de forme ou de procédure.

Ainsi, ce n'est qu'après avoir suivi toute cette procédure que RTE peut commencer les travaux. Le gestionnaire du réseau est alors tenu de tenir informé le public concerné tout au long du chantier. Cette procédure, longue et complexe, est bien évidemment susceptible de contenir des vices de formes ou de procédures et son utilité publique peut être contestable. Dès lors, il est possible de déposer un recours en excès de pouvoir devant le ou les tribunaux administratifs

compétents (en fonction du nombre de département concernés) ou devant le Conseil d'Etat, selon les situations, requête qu'il convient d'assortir d'un recours devant le juge des référés afin de faire suspendre au plus vite l'exécution des travaux. Mais attention, le recours en référé n'est recevable qu'à deux conditions cumulatives:

- l'urgence
- l'existence d'un doute sérieux quant à la légalité de l'acte attaqué.

Or, le juge des référés se refuse, en générale, à accepter un recours en référé contre une DUP. En effet, la procédure n'étant pas terminée, les travaux ne sont pas imminents et l'urgence ne sera donc pas établie par le juge. Cependant, en pratique, il convient tout de même de déposer, en même temps que le recours pour excès de pouvoir un recours en référé, au cas où le juge administratif recevrait la demande.

5. Les droits des riverains

Droit des riverains face à RTE: que faire lorsque RTE se présente à mon domicile?

Comme chacun le sait, RTE est déjà sur le terrain et recherche des propriétaires qui accepteront de recevoir un pylônes sur leur terrain. Force est de constater que les méthodes sont les mêmes que par le passé: réunions en tête à tête, intimidations, mensonges voir menaces. Face à de tels agissements, comment se comporter? Nous devons ici envisager deux hypothèses:

- *Que faire lorsque RTE cherche à pénétrer sur mon terrain pour procéder à des observations et relevés divers?*

Au cours de la procédure préalable à tout projet de ligne électrique à THT, RTE mène une « enquête », se rend sur le territoire concerné, prospecte, afin de repérer le terrain. Alors quelle réaction faut-il adopter lorsque RTE cherche à pénétrer dans votre propriété?

Il faut savoir que si l'entreprise de service public respecte la loi, elle est dans son droit et peut donc pénétrer sur votre terrain. Cependant, la réglementation étant souvent mal connue des populations, RTE ne la respecte pas toujours.

C'est pourquoi, les habitants doivent savoir que la loi du 29 décembre 1892 protège les propriétés closes. Aux termes de son article 3: « lorsqu'il y a lieu d'occuper temporairement un terrain, (...) cette occupation est autorisée par un **arrêté du Préfet**, indiquant le **nom de la commune** où le territoire est situé, les **numéros** que **les parcelles** dont ils se composent portent sur le plan cadastral, le **nom du propriétaire** tel qu'il est inscrit sur la nature des rôles ». Cet arrêté doit indiquer de **façon précise les travaux** pour lesquels l'occupation est ordonnée, la **nature** et la **durée d'occupation**, ainsi que la **voie d'accès**. Un **plan parcellaire** désignant par une teinte les terrains à occuper (plan coloré) doit être annexé à l'arrêté. L'arrêté doit, pour être valable, être **affiché 10 jours avant** l'occupation et celle-ci ne peut avoir lieu que si le propriétaire a été prévenu **5 jours à l'avance** par voie recommandée. Enfin, il n'est valable que **6 mois**.

Ainsi, si RTE ou l'un de ses sous-traitant cherche à pénétrer sur votre terrain, vous êtes en droit d'exiger qu'il vous présente l'arrêté ainsi que toutes les autres pièces énumérées ci-

dessus. Si l'arrêté n'est pas en leur possession, si vous n'avez pas été prévenu 5 jours à l'avance, si l'arrêté n'a pas été publié 10 jours auparavant, si vous constatez une erreur dans l'arrêté ou dans les pièces annexées à l'arrêté ou si ce dernier n'est plus valable (car il excède 6 mois), **libre à vous de leur signifier qu'ils ne peuvent pas rester**. Et si les protagonistes persévèrent, répondez leur que vous connaissez vos droits, que vous êtes en contact avec un avocat et menacez les de contacter immédiatement un huissier de justice (A VERIFIER), pour que celui-ci constate la violation de vos droits afin de saisir au plus vite le juge des référés d'une demande en référé constat ou suspension. En général, ce type d'argument suffit à les faire déguerpir sur le champ!

- *Que faire si RTE cherche à négocier et propose la signature d'une convention pour implanter un pylône sur une propriété?*

La première chose à faire est de **refuser toute négociation avec RTE**, ce qui implique de n'accepter **aucun rendez-vous** avec ses agents et de **refuser de signer** n'importe quelle **convention**.

Mais il pourrait arriver que RTE se présente directement à votre domicile ou qu'il vous rende visite malgré votre refus de négocier. Sachez que **rien ne vous oblige à les recevoir**.

Les agents tenteront d'abord de vous appâter avec des indemnités. **Ne signez rien!** La protection de votre environnement, de votre santé et du paysage avoisinant vaut bien plus que quelques centaines d'euros.

Bien entendu, ils tenteront de vous intimider. Ils prétendront que vous serez un jour ou l'autre obligés de signer cette convention de mise en servitudes et que plus vous attendrez pour signer la convention, moins vous aurez d'indemnités. Or cela ne s'est **jamais vérifié en pratique**, bien au contraire. Surtout qu'encore une fois rien ne vous oblige à signer cette convention.

Il essaieront également de vous faire peur en vous **menaçant de vous poursuivre en justice. Ceci est absolument faux!** Il n'existe, dans le code pénal, **aucune infraction** pour ce genre de fait. Il s'agit donc de menaces infondées, simplement destinées à vous faire céder.

Resister face à RTE vous paraît peut être difficile. Leurs agents maîtrisent parfaitement leurs discours et ont dans leurs sacs de nombreux faux arguments destinés à vous faire plier. Pourtant sachez que sans ces conventions, le gestionnaire du réseau de transport électrique ne pourra pas implanter des pylônes. En effet, l'implantation des pylônes nécessite une mise en servitude et non une expropriation et **RTE n'a pas de droit d'expropriation**⁸. **Vous ne pourrez donc pas vous faire exproprier. Et qui dit pas de pylônes, dit pas de THT près de chez vous.** Du temps où EDF avait encore en charge ce domaine, on a déjà vu des cas où l'entreprise de service public se retrouvait bloquée, alors que les travaux avaient commencé, car la plupart des habitants d'une commune refusaient de signer les conventions. Dans de nombreuses régions de France, la mobilisation de la population a payé et RTE a, ces dernières années, dû reculer plusieurs fois. Il ne faut donc pas céder, tout reste encore possible.

Droit des riverains en matière de ligne à THT: que faire si un pylône issu d'un ouvrage électrique passe tout de même à proximité de mon terrain?

⁸ www.debatpublic-thtcontentin-maine.org/docs/diaporama-exposes-intervenants/laval15-12/distances-aux-lignes.pdf -

En matière de ligne à THT, les riverains ont finalement peu de droits. Si la puissance publique a décidé d'implanter une ligne sur un territoire, rien ne peut l'en empêcher dès lors que le projet a valablement été déclaré d'utilité publique, hormis des illégalités dans la procédure préalable aux travaux ou dans le projet lui-même.

Ainsi, si le projet nécessite des mises en servitude administrative ou des expropriations, elles se feront à partir du moment où les pouvoirs publics l'ont décidé et que toutes les mesures prises dans ce cadre sont légales. Un habitant, riverain ou propriétaire, c'est-à-dire une personne ayant un intérêt privé, ne peut finalement pas s'opposer à la toute puissance de l'intérêt général, qui certes est fondée, mais qui prévaut trop souvent sur la protection de l'environnement, qui elle-même est censée être d'intérêt général. Tout au plus, certains pourront se faire indemniser. Mais attention, pour RTE, il n'est pas question d'indemniser toutes les personnes vivant à proximité d'une ligne THT, sinon, la plupart des citoyens français pourrait y prétendre. Ainsi, seuls les servitudes ainsi que les préjudices subits sont indemnisés.

L'indemnisation des servitudes:

En ce qui concerne les servitudes, il existe une gêne qui donne droit à une indemnisation et dans ce cas, on parle de dommage. Deux catégories de dommages sont susceptibles d'être réparés. D'une part, les dommages permanents résultant de la présence de la ligne sur la propriété d'une personne et d'autre part, les dommages instantanés qui résultent de certains dommages subis par exemple lors des travaux. Lorsque la propriété est un terrain servant à des activités agricoles, le dommage est indemnisé en fonction d'un barème spécifique.

L'indemnisation du préjudice visuel:

Pour ce qui est des riverains propriétaires d'habitations, la recherche d'un accord amiable est toujours privilégiée par le maître d'ouvrage. Depuis 1998, RTE s'engage à indemniser le préjudice visuel aux propriétaires dont les maisons ont été construites ou achetées avant l'enquête publique préalable ou la DUP et se propose de limiter la gêne par des plantations. Ainsi, lorsqu'un propriétaire s'estime lésé du fait de la présence de l'ouvrage, plus précisément, lorsqu'un propriétaire estime subir un « préjudice anormal et spécial, du fait notamment de la gêne visuelle causée par un ouvrage électrique nouveau », il est en droit de prétendre à une indemnité. Dans ce cas, une commission départementale d'évaluation amiable du préjudice visuel, créée par arrêté préfectoral, est chargée d'apprécier le préjudice et le montant correspondant, puis elle transmet son avis à RTE qui soumettra au propriétaire concerné une proposition d'indemnisation. Si aucun accord amiable n'est trouvé entre le propriétaire et le maître d'ouvrage, alors celui qui s'estime lésé peut saisir le juge administratif dans le but d'obtenir une réparation. Il appartiendra alors au juge de trancher le litige et de décider si le préjudice est susceptible d'être indemnisé et, le plus souvent, il fixera lui-même le montant de l'indemnité que RTE devra verser au requérant.

L'indemnisation d'un dommage issu de la gêne occasionnée par le bruit d'un ouvrage électrique:

Enfin, selon nous un autre dommage est susceptible d'entraîner une indemnisation. Il s'agit de la gêne occasionnée par le bruit de l'ouvrage électrique. Il est vrai qu'un tel préjudice n'est pas prévu dans l'accord signé par RTE, mais il nous semble que, si le préjudice est réellement établi, le juge acceptera de l'indemniser.

Cependant, en droit français, les mesures relatives aux nuisances sonores comme les troubles de voisinage, ne sont pas applicables aux installations de transport d'électricité qui sont soumises aux dispositions de l'article 19 de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie. Celui-ci énonce que « des arrêtés pris par le ministre chargé des travaux publics et le ministre chargé du commerce, de l'industrie, des postes et télécommunications et par le ministre de l'air, après avis du comité d'électricité, déterminent les conditions techniques auxquelles devront satisfaire les distributions d'énergie au point de vue de la sécurité des personnes et des services publics intéressés, ainsi qu'au point de vue de la protection des paysages. Ces conditions seront soumises à une révision annuelle ».

Dès lors, il convient de se référer aux arrêtés pré-cités. Celui qui est en vigueur aujourd'hui est l'Arrêté du 17 mai 2001 fixant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique. L'article 12 ter est relatif à la limitation de l'exposition des tiers au bruit des équipements. Le bruit mesuré à l'intérieur des locaux d'habitation doit satisfaire à l'une des conditions suivantes: soit « le bruit ambiant mesuré doit être inférieur à 30 dB », soit « l'émergence globale du bruit provenant des installations électriques » doit être inférieure à 5 dB de 7 à 22h et à 3 dB de 22h à 7h. Cependant, cet article ne précise pas si le manquement à cette obligation donne droit à indemnisation.

Mais d'une manière générale, un tiers qui subit des désagréments du fait des nuisances sonores provoquées par le fonctionnement d'un ouvrage public (ou l'exécution de travaux publics) peut engager la responsabilité du maître d'ouvrage devant le juge administratif. Le plus souvent, le juge se fondera sur le principe de rupture de l'égalité des citoyens devant les charges publiques ou sur la responsabilité fondée sur le risque⁹. L'administration pourra donc voir sa responsabilité engagée bien qu'elle n'ait pas commis de faute et devra indemniser le demandeur. Dans ce cas, la victime doit simplement prouver l'existence du dommage et le lien de causalité entre le dommage subit et l'ouvrage public en cause pour pouvoir obtenir une indemnisation. Cependant, le juge administratif retient très rarement le fait que l'ouvrage ait pu causer en lui même un dommage et indemnise très peu souvent les victimes (en général il déclare que l'ouvrage ne cause en lui même aucun dommage et se refuse à toute indemnisation: CAA, Nantes, 8 juillet 1993, Guillemot, n° 92NT00221). L'important ici est donc de parvenir à prouver que le dommage provient en lui même du fonctionnement de l'ouvrage et, pour ce faire, de rédiger un mémoire solide.

⁹ www.ecologie.gouv.fr/IMG/dppr/bruit/c1.pdf